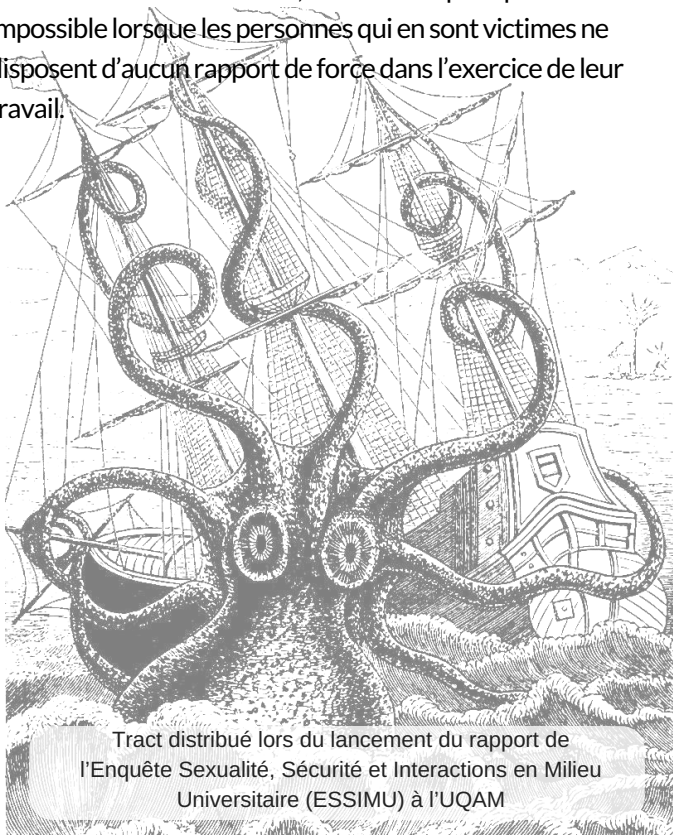


CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE DANS LES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

*Organisons-nous en tant que
travailleuses!*

Parler des violences sexuelles en enseignement supérieur, c'est poser la question des rapports de pouvoir qui structurent les relations de travail à l'intérieur des institutions d'enseignement. Aucun milieu de travail n'est à l'abri du problème des agressions sexuelles, mais les travailleuses dont le statut est précaire et incertain demeurent les plus ciblées par ce type de violence. La très grande majorité des personnes vivant des violences sexuelles en milieu universitaire sont des étudiantes et une portion importante de ces situations se produisent dans le cadre d'un rapport hiérarchique entre un prof et une étudiante.

Les étudiantes, comme l'affirment les Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE), constituent un bassin de travailleuses dont l'activité productive n'est pas reconnue et qui par son travail gratuit (dans le cadre de stages non rémunérés ou lors des études en général) sert de cheap labor dans une économie qui demande toujours plus de sacrifice et d'exploitation. Si le fait de dénoncer les violences sexuelles commises par un employeur est une chose extrêmement difficile, cela devient presque impossible lorsque les personnes qui en sont victimes ne disposent d'aucun rapport de force dans l'exercice de leur travail.



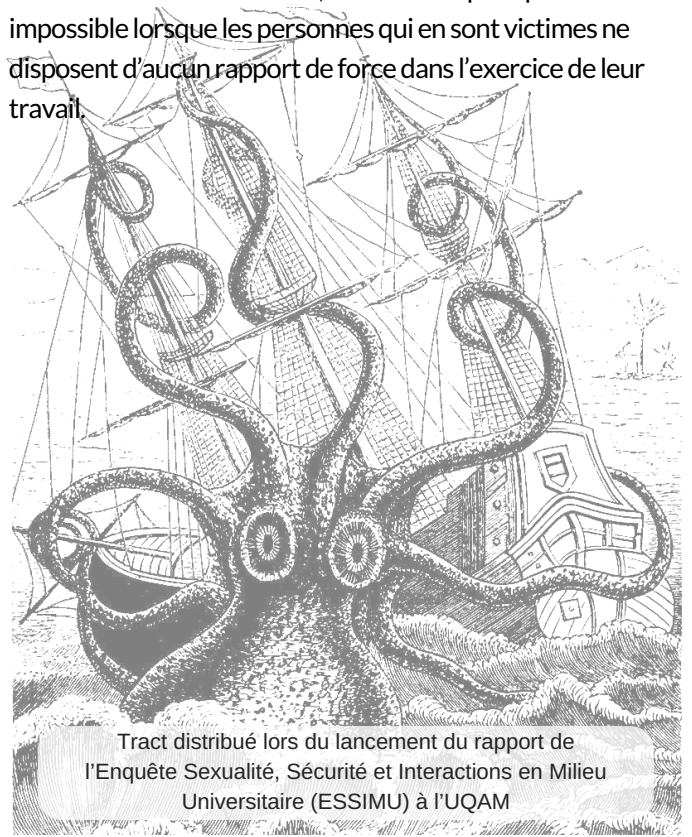
Tract distribué lors du lancement du rapport de l'Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire (ESSIMU) à l'UQAM

CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE DANS LES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

*Organisons-nous en tant que
travailleuses!*

Parler des violences sexuelles en enseignement supérieur, c'est poser la question des rapports de pouvoir qui structurent les relations de travail à l'intérieur des institutions d'enseignement. Aucun milieu de travail n'est à l'abri du problème des agressions sexuelles, mais les travailleuses dont le statut est précaire et incertain demeurent les plus ciblées par ce type de violence. La très grande majorité des personnes vivant des violences sexuelles en milieu universitaire sont des étudiantes et une portion importante de ces situations se produisent dans le cadre d'un rapport hiérarchique entre un prof et une étudiante.

Les étudiantes, comme l'affirment les Comités unitaires sur le travail étudiant (CUTE), constituent un bassin de travailleuses dont l'activité productive n'est pas reconnue et qui par son travail gratuit (dans le cadre de stages non rémunérés ou lors des études en général) sert de cheap labor dans une économie qui demande toujours plus de sacrifice et d'exploitation. Si le fait de dénoncer les violences sexuelles commises par un employeur est une chose extrêmement difficile, cela devient presque impossible lorsque les personnes qui en sont victimes ne disposent d'aucun rapport de force dans l'exercice de leur travail.



Tract distribué lors du lancement du rapport de l'Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire (ESSIMU) à l'UQAM

Les comités institutionnels, campagnes de sensibilisation et instances de l'UQAM mis en place pour la gestion des situations d'agression et de harcèlement ne sont présentement pas en mesure de prévenir les violences sexuelles. Le manque de communication entre eux et le travail en parallèle empêche un travail efficace malgré toute la bonne volonté. Fragilisées et individualisées en tant que clientes se trouvant seules face à l'institution et aux mécanismes de gestion des violences sexuelles qu'elle propose (fussent-ils améliorés), les étudiantes auraient plus de pouvoir en tant que collègues œuvrant dans le cadre d'un travail reconnu comme tel.

C'est dans cette perspective que nous revendiquons le salaire étudiant en tant que stratégie politique qui contribuerait à modifier les rapports de pouvoir au sein de l'institution scolaire en assurant aux étudiantes non seulement une emprise sur leurs conditions de travail, mais également un levier légal à partir duquel s'organiser collectivement contre les agressions sexuelles. Considérant la sortie aujourd'hui d'un rapport concernant les violences vécues par les femmes en milieu universitaire les recommandations qui visent le cadre institutionnelle dans lequel elles sont perpétuées, nous croyons qu'il est pertinent ici d'invoquer la proposition novatrice des CUTE d'inscrire les luttes étudiantes au sein même des luttes féministes, plutôt que l'inverse, ce à quoi nous a habitués le mouvement étudiant dans les dernières décennies. Les féministes étudiantes auraient tout intérêt à critiquer les mesures proposées par les institutions paternalistes en affirmant leur volonté de lutter collectivement contre les violences sexuelles sans passer par la médiation d'un système qui les dépossède de leur pouvoir d'emblée en les traitant toujours en assistés.



Association des étudiantes et étudiants de
la Faculté des sciences de l'éducation
de l'UQAM (ADEESE-UQAM)
adeese.org

Comité unitaire sur le travail étudiant
de l'UQAM (CUTE-UQAM)
travailletudiant.org

Les comités institutionnels, campagnes de sensibilisation et instances de l'UQAM mis en place pour la gestion des situations d'agression et de harcèlement ne sont présentement pas en mesure de prévenir les violences sexuelles. Le manque de communication entre eux et le travail en parallèle empêche un travail efficace malgré toute la bonne volonté. Fragilisées et individualisées en tant que clientes se trouvant seules face à l'institution et aux mécanismes de gestion des violences sexuelles qu'elle propose (fussent-ils améliorés), les étudiantes auraient plus de pouvoir en tant que collègues œuvrant dans le cadre d'un travail reconnu comme tel.

C'est dans cette perspective que nous revendiquons le salaire étudiant en tant que stratégie politique qui contribuerait à modifier les rapports de pouvoir au sein de l'institution scolaire en assurant aux étudiantes non seulement une emprise sur leurs conditions de travail, mais également un levier légal à partir duquel s'organiser collectivement contre les agressions sexuelles. Considérant la sortie aujourd'hui d'un rapport concernant les violences vécues par les femmes en milieu universitaire les recommandations qui visent le cadre institutionnelle dans lequel elles sont perpétuées, nous croyons qu'il est pertinent ici d'invoquer la proposition novatrice des CUTE d'inscrire les luttes étudiantes au sein même des luttes féministes, plutôt que l'inverse, ce à quoi nous a habitués le mouvement étudiant dans les dernières décennies. Les féministes étudiantes auraient tout intérêt à critiquer les mesures proposées par les institutions paternalistes en affirmant leur volonté de lutter collectivement contre les violences sexuelles sans passer par la médiation d'un système qui les dépossède de leur pouvoir d'emblée en les traitant toujours en assistés.



Association des étudiantes et étudiants de
la Faculté des sciences de l'éducation
de l'UQAM (ADEESE-UQAM)
adeese.org

Comité unitaire sur le travail étudiant
de l'UQAM (CUTE-UQAM)
travailletudiant.org